

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Centre-de-memoire-sur-le-nucleaire-ca-n-avance>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue de presse > **Centre de mémoire sur le nucléaire : ça n'avance pas !**

25 juin 2018

Centre de mémoire sur le nucléaire : ça n'avance pas !

Dimanche 24 Juin 2018 à 16:36 | Lu 731 fois

RETROCESSION - Le sujet a été au cœur des discussions entre Edouard Fritch et le gouvernement central à Paris. Mais visiblement les militaires rechignent à donner gratuitement le bâtiment.



Le 24 janvier dernier, la ministre des Outre-mer installait le comité de pilotage du projet composé des représentants du Pays, de l'Etat et des associations. (Photo TNTV.)

C'est un dossier vieux de plus de dix ans. Mais en 2016, François Hollande, en visite à Papeete, avait relancé ce projet d'un institut d'archives et de documentation sur le fait nucléaire réclamé depuis longtemps par les associations. Il y a deux ans, le nouveau haut-commissaire, René Bidal, en avait fait l'une de ses priorités, expliquant en coulisses qu'il espérait que cela aille très vite, avec cette fois-ci un lieu : le bâtiment de l'ancien commandement de la marine à Paofai. En janvier dernier, enfin, la ministre des Outre-mer, Annick Girardin installait un comité de pilotage du projet...

Mais, après la mission du président Edouard Fritch à Paris la semaine dernière, le projet semble à nouveau freiné.

Si au ministère des Outre-mer et à Matignon on souhaite que les choses se fassent vite, il n'y a pas le même enthousiasme au ministère de la Défense.

Pour que le Pays récupère le bâtiment de Paofai au franc symbolique, il faut une loi (comme pour la rétrocession des autres terrains militaires). Mais avant même de trouver une fenêtre de tir dans le calendrier législatif du parlement français, le projet se heurte, pour l'instant, au refus du ministère de la Défense. Dans un contexte où Emmanuel Macron demande à tout le monde de faire des économies, le ministère de la Défense aimerait que ce terrain soit vendu à son juste prix et non cédé gratuitement.

Dans l'entourage d'Edouard Fritch, on espère qu'Edouard Philippe saura arbitrer en faveur du Pays qui, de son côté financerait les travaux. Mais, quoi qu'il en soit, rien ne se fera désormais avant 2019.

Bertrand Parent

—

[Voir ce message dans le navigateur](#)

[Voir tous les messages diffusés](#)

Vous recevez ce message car vous êtes abonné.e à une liste de diffusion des [Amis de la Terre Midi-Pyrénées](#)

[Modifier vos abonnements et préférences](#)

